



**PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

**PREFECTURE  
DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

**BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES  
ET POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Dossier suivi par : Monsieur GILLARDET  
☎ 04.91.15.64.66  
n°2010-391SANC**

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

**A l'encontre de Monsieur le Président de la Communauté  
Urbaine Marseille Provence Métropole  
concernant le Centre de Traitement Biologique de Résidus Urbains  
à Saint Martin de Crau**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES DU RHONE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1,**

**Vu l'arrêté ministériel du 09 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,**

**Vu l'arrêté préfectoral n°166-2002A du 02 avril 2004 autorisant la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à exploiter le CSD la Crau, situé sur la commune de Saint Martin de Crau, lieu dit "les Gadoues",**

**Vu l'arrêté préfectoral n°374-2009 PC du 16 mars 2010 imposant des prescriptions complémentaires à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dans le cadre des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique,**

**Vu l'arrêté préfectoral n°137-2010 PC du 25 mars 2010 imposant des prescriptions complémentaires à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole concernant la cessation d'activité, les travaux de remise en état du site, les garanties financières et le suivi environnemental du centre de stockage de déchets de la Crau,**

**Vu le rapport établi par l'inspecteur des installations classées le 17 septembre 2010,**

**Vu l'avis favorable de Monsieur le Sous Préfet d'Arles le 15 octobre 2010,**

*.../...*

**Considérant** la nécessité d'imposer à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole de respecter les dispositions réglementaires nécessaires à prévenir les risques et à limiter les nuisances visées aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement,

**Considérant** qu'en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté le non-respect des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure l'exploitant de régulariser sa situation dans un délai déterminé,

**Sur la proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

Monsieur le Président Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, dont le siège est situé le Pharo 58 Boulevard Charles Livon 13007 MARSEILLE, est mis en demeure de se conformer aux dispositions relatives aux modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances provenant du centre de stockage de déchets non dangereux de la Crau, sis au lieu dit "les Gadoues" sur le territoire de la commune de Saint Martin de Crau.

L'exploitant est tenu de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions suivantes :

- l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mars 2010 concernant les prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvement et d'analyse. L'exploitant devra être en possession de l'ensemble des pièces demandées et fournies par le laboratoire qu'il aura choisi avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien l'annexe 5 du présent arrêté.

- Il mettra également en œuvre le programme de surveillance au point de rejet des effluents de l'établissement dans les conditions définies à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mars 2010.

### **ARTICLE 2**

Faute par l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

### ARTICLE 3

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### ARTICLE 4

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
- Monsieur le Maire de Saint-Martin-de-Crau,
- Monsieur le Sous-Préfet d'Arles,
- le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours,
- le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille le, 08 NOV. 2010  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Jean-Paul CELET

